

Résiliation anticipée d'un abonnement internet ou téléphonique : du nouveau !



© 2022 Les Echos Publishing

La récente loi en faveur du pouvoir d'achat prévoit une réduction des frais qui sont demandés par les opérateurs aux consommateurs en cas de résiliation anticipée d'un contrat d'accès à internet ou de téléphonie.

Rappelons que lorsqu'ils sont engagés sur une durée de plus de 12 mois, les consommateurs ont la possibilité de résilier le contrat de manière anticipée à compter de la fin du 12^e mois. Or jusqu'à maintenant, des frais de résiliation, qui pouvaient aller jusqu'à 25 % des mensualités restant dues pour la période du contrat qui n'était pas exécutée, étaient souvent facturés au consommateur qui faisait usage de cette faculté.

Bonne nouvelle pour les consommateurs : pour les contrats conclus à compter du 1^{er} janvier 2023, aucun frais ne pourra être réclamé en cas de résiliation anticipée intervenant au bout d'un.

Des frais de résiliation anticipée pourront toutefois continuer à être facturés pour les contrats qui permettent aux consommateurs de bénéficier de la vente d'un équipement subventionné (par exemple, un téléphone portable vendu à moindre coût lors de la souscription d'un abonnement à un service de téléphonie mobile). Mais pour les contrats conclus

à compter du 1^{er} janvier 2023, ils seront plafonnés à 20 % du montant des mensualités restant dues, au lieu de 25 % actuellement.

À noter : aucun frais de résiliation anticipée ne pourra être réclamé à un consommateur qui fera l'objet d'une procédure de surendettement.

[Art. 15, loi n° 2022-1158 du 16 août 2022, JO du 17](#)

© 2022 Les Echos Publishing